Que gronde ma colère

Injustice, inégalités de santé, inégalités d'accès aux soins, exclusion sociale. Il est grand temps de passer de l'indignation individuelle à l'indignation collective et constructive !

Didier Ménard,
médecin généraliste

§Inégalités, Exclusion sociale
§Citoyenneté
§Souffrance au travail, harcèlement
§Luttes sociales, contestation

Je suis en colère, l'insupportable est atteint. Chaque jour, pendant une consultation médicale à la cité des Francs-Moisins, je suis confronté à l'inacceptable. Je ne peux plus soigner comme il le faut les personnes qui consultent. Ils sont nombreux à attendre chaque jour en salle d'attente et chaque jour, je sais que pour certains, je ne serai pas en capacité de leur offrir le soin qu'ils méritent. Les conditions de vie sont de plus en plus difficiles, les habitants du quartier se débrouillent pour survivre et ils devraient avoir accès aux meilleurs soins parce qu'ils le méritent bien. Mais voilà, l'injustice se construit sur le dos de cette population qui pourtant, depuis des décennies, cumule la misère du monde. Venus de province, ou du bout du monde, ou nés ici, ils sont les victimes d'une société où les inégalités de santé sont les plus fortes. Nous le savons tous, les statistiques nous disent qu'un ouvrier vit dix ans de moins qu'un cadre. Mais pour moi, les statistiques ont un visage comme celui du jeune François. François commence une formation en alternance dans la métallurgie. Son professeur a remarqué que François ne peut pas tendre complètement son bras droit. Une malformation du coude interdit ce mouvement. Le professeur explique que François ne pourra pas travailler dans la métallurgie avec ce handicap. François consulte au cabinet médical. Le diagnostic est confirmé, la solution thérapeutique évidente : il faut opérer pour réparer. J'adresse François à un chirurgien très compétent, car je sais que ce type d'opération est délicat et il ne faudrait pas aggraver le handicap. Le chirurgien est d'accord et il est prêt à faire vite pour ne pas pénaliser les études de François, mais il demande 500 € de dépassement et l'anesthésiste 200 € La maman de François est désespérée, elle n'a pas cette somme d'argent, pourtant elle et son mari travaillent. Comment faire ? Trouver un chirurgien de même compétence à l'hôpital public avec une prise en charge rapide. Nous savons que cela ne va pas être facile. François risque de perdre une année de formation ou, qui sait, la formation dans son entier.

Et voilà, chaque jour amène ces histoires de souffrances aggravées par l'accès aux soins devenus aléatoire. Et je ne parle pas de Kébé à la rue avec ses quatre gosses, d'Hortense morte à 25 ans d'un abcès cérébral non soigné par peur de retourner à l'hôpital, qui lui réclame avec véhémence l'argent de l'hospitalisation précédente... et cela n'en finit plus dans notre beau pays de France.

Des histoires terribles qui disent ce qu'est devenue notre société. Comment se satisfaire de vivre ainsi dans la 5e puissance économique du monde, économie de malheur, qui construit un monde de sauvages ? Ma colère nourrit mon indignation et je ne peux me satisfaire du « inch Allah » fataliste de mes patients qui acceptent leur sort et ne comprennent pas ma révolte. Certes, ils savent tout ce que nous faisons au cabinet médical, à l'Association Communautaire Santé Bien-Être pour soulager un peu leur fardeau. Leur reconnaissance gratifiante ne peut nous suffire. Il est venu le moment de la révolte contre l'oppression. Chacun de nous, acteur de santé, professionnel du social, avons en nous ce morceau de révolte qu'il faut maintenant rassembler. Je connais depuis trente ans les discours de circonstances quand je décris cette souffrance. Je ne supporte plus que l'on caractérise la cité par la violence produite par ses jeunes sans entendre les cris de souffrance qui disent où sont les vrais délinquants et ce qu'endurent les victimes de l'exclusion sociale. Je refuse que ceux qui n'ont jamais passé le périphérique pour venir dans la banlieue me parlent d'angélisme, pour se dédouaner de leur culpabilité. Nous ne sommes pas les hérauts d'un humanitaire qui sauvent la paix sociale. Nous sommes pour l'ingérence et l'irruption de la justice, de la fraternité, dans toutes les politiques sociales, économiques et de santé. Nous sommes devenus les militants d'un possible, qui dit qu'il n'y pas de fatalité à vivre misérable dans nos cités. Mon combat, c'est celui de l'accès aux soins pour soigner, mais surtout pour rendre aux habitants une dignité qui les guérira mieux que les prescriptions médicamenteuses. Il faut prescrire la révolte, il faut s'insurger contre cette relégation. Il faut sortir du ghetto pour dire notre colère adulte, il faut oser montrer nos richesses d'humanités, nos savoirs solidaires. Il faut que les soignants ne se contentent plus d'accompagner la misère, il faut se sortir de la tristesse, il faut que gronde la colère, il faut que cela soit ainsi.

> « Il n'y a pas de fatalité à vivre misérable dans nos cités. »

Cris de colère utopique ? Cela peut probablement être perçu ainsi par tous ceux qui connaissent

cette réalité sociale par le petit écran ou par la lecture des journaux d'actualités. Mais la colère des gens du peuple peut exploser à tout moment quand l'oppression est devenue dominante. L'histoire actuelle nous montre que l'impensable de l'autre côté de la méditerrané peut devenir réalité. Il est encore trop tôt pour connaître le rôle joué par les médecins dans cette révolte populaire, mais les premiers témoignages montrent qu'il ne fut pas mineur. Oh il ne s'agit pas d'espérer que demain en France le « corps médical » prenne la tête de la révolte contre l'injustice sociale, il est bien trop éloigné, pour sa majorité, de la souffrance du peuple. Mais il faut que ceux d'entre nous qui sommes chaque jour davantage confrontés à cette misère osions sortir de nos cabinets médicaux pour rejoindre la lutte des associations qui font barrage à l'inexcusable. Il n'y a pas de honte, d'anti déontologie, de perte de sens à jouer un rôle de témoins et d'acteurs pour s'opposer aux conditions qui fabriquent la souffrance des personnes qui passent la porte de nos cabinets médicaux. Ne pas rester seul est le premier pas pour sortir du fatalisme qui empoisonne l'exercice de la médecine.

Nous avons des responsabilités envers ces personnes, notre métier ne nous a pas appris à lutter contre l'exclusion sociale, et nous ne sommes pas des professionnels de la contestation sociale. Seulement aujourd'hui, d'autres corps professionnels sortent de leur champ d'action pour dire que l'insupportable est atteint. Des travailleurs sociaux refusent de jouer les délateurs vis-à-vis des personnes qu'ils accompagnent, des enseignants refusent de ficher les enfants sur leurs déterminants sociaux et leurs acquis, des élus refusent de dénoncer les sans papiers qui veulent se marier. Des réseaux citoyens se constituent pour protéger ici et là les plus fragiles, les plus discriminés, les victimes des politiques de la peur. Heureusement pour le corps médical, des psychiatres bravent les tabous, les interdits, pour s'opposer à l'enferment et la transformation de la psychiatrie comme outil sécuritaire au service d'une politique populiste et archaïque. Un vieil homme q0ui a connu l'oppression nazie nous lance un appel : indignez-vous ! Comment ne pas y répondre, nous autres acteurs de la santé, comment ne pas se sentir interpellé ?

« Indignez-vous ! »

Le choix est simple, allons-nous continuer à endormir la souffrance sociale, par l'utilisation encore plus massive de tous les psychotropes que l'industrie nous met à disposition, allons-nous encore conseiller à nos malades de supporter l'insupportable, allons-nous verser des larmes de crocodiles sur la mort sociale de nos patients ? Il n'est plus temps de chercher des excuses, il est possible de sortir de nos cabinets pour rejoindre le combat de ceux qui veulent faire taire et « fermer les mains de l'oppression », il est temps de passer à l'acte.